

l'aspect « solidarité avec la lutte des travailleurs » qui a tout particulièrement motivé les étudiants et les professeurs, peu de temps auparavant désabusés !

b) Grève de la Halle aux Vins, mars 71

Riposte de masse et immédiate à la menace de mutation arbitraire de 88 techniciens de Paris VI à Paris VII, la grève totale de la faculté des sciences pendant une semaine a brisé net l'offensive insidieuse du gouvernement. En effet, cette mutation aurait entraîné une baisse des salaires des techniciens, par ailleurs elle aurait ouvert la voie à d'autres mutations arbitraires, moins onéreuses pour le gouvernement que les créations de postes !

L'efficacité de ce mouvement a été directement liée à l'organisation démocratique de la grève dans le cadre de comités de grève structurés dans les amphî et les labo et centralisés sur la faculté dans un comité de faculté où les représentants d'organisations politiques ont pu s'exprimer en tant que tels.

Une nouvelle fois les étudiants ont pu à cette occasion, faire l'expérience, que par delà les propositions ultra-gauches ou réformistes, il était possible de mettre en échec le gouvernement y compris sur le terrain universitaire.

c) Un passif liquidé, C'est ce type de luttes qui a permis cette année de surmonter une démobilitation réelle du milieu étudiant qui est allée en s'accroissant de 69 à 70. C'est ce type de luttes qui nous autorise à envisager, si les luttes ouvrières continuent à se développer comme aujourd'hui, une rentrée universitaire chaude, et nous oblige à la préparer sérieusement.

III LA MISE EN PLACE DES COMITÉS DE LUTTE ET SES AVATARS

Les camarades arrivés à ce point du bilan sont en droit d'attendre et d'exiger un bilan spécifique de la construction des comités de lutte et de poser la question à quand le « mouvement national des comités de lutte » ?

1) Les tentatives avortées

Si nous affirmons qu'aujourd'hui le mouvement national des comités de lutte n'est pas une perspective utopique. Nous devons expliquer pourquoi les premières « expériences » telle celle de Censier ont avorté incontestablement.

a) Censier, première mouture

Si le comité de lutte de Censier a échoué, cela tient à une raison simple et claire : il n'a jamais été autre chose qu'un cartel d'organisations institutionnalisées par le sigle « comité de lutte », sans audience de masse, qui ne prit en charge aucune lutte. Reste évidemment à expliquer pourquoi le comité de lutte de Censier n'a jamais été qu'un cartel !

b) Un « défaut fondamental »

Le défaut fondamental du comité résidait dans le processus de construction, né d'une réponse unitaire conjoncturelle aux affrontements multiples entre l'AJS, l'UEC et les spontex. Il regroupait donc à l'origine quelques éléments du PSU, nous, quelques types perdus de la Voie Co. qui avaient pris position contre ces affrontements.

Mais sa base politique n'en était pas pour autant définitivement établie et clarifiée. Aucune plate-forme politique ne fut élaborée et pour cause... Nous mêmes n'avions jamais dépassé le stade de la prise de conscience de la nécessité d'une plate-forme... Ce comité ne pouvait donc devenir l'instrument immédiat de notre propagande de masse.

c) Le problème des alliances et les minos

Loin de gagner une audience de masse, ce comité se transforma rapidement en CA sous la pression directe

des minos qui pour rendre « représentatif » le CL, se mirent en quête de toutes les espèces politiques. Ils ramenèrent ainsi un type de HR, quelques gentils mais débiles activistes de l'ex-GP, deux membres de VLR qu'on n'avait jamais vu auparavant sur la faculté !...etc.... L'éclatement à terme d'une telle structure était inévitable. La fausse alternative — ou sortir ou cautionner — un CA bordélique devenait malheureusement la seule.

Après avoir pratiqué l'unité sans principe, les minos prirent eux-mêmes l'initiative de la rupture brutale ! Dans la confusion qui régnait dans nos propres rangs, il était impossible de faire vivre un tel comité. D'autant qu'à ce moment la crainte d'une rupture anticipée avec les minos incitait de nombreux camarades à temporiser. Ainsi les affres se prolongeaient et nous interdisaient toute clarification et toute consolidation.

2) Le Secours Rouge

Sans revenir sur ce qu'ont écrit Jebracq et Tisserand sur le sujet qui constitue d'ores et déjà un acquis de l'organisation, nous pouvons maintenant être péremptores sur un point :

La politique d'alliances que nous pratiquons au SR avec les maos était absolument contradictoire avec le projet des comités de lutte qui vise à dégager sur nos bases politiques, (contre les réformistes et les ultra-gauches), un courant qui doit s'affirmer dans un cadre organisé permanent.

L'idée de faire adhérer les comités de lutte au SR était soit une utopie, soit parfaitement suicidaire

Car ces deux organisations permanentes de nature fondamentalement différente sont contradictoires. De fait, on ne résout pas le problème en proposant l'adhésion de l'une à l'autre, on l'escamote tout au plus.

Les camarades qui ont vécu cette contradiction dans les facultés peuvent témoigner de l'écartèlement entre un projet virtuel de MNCL abstrait jusqu'au deuxième trimestre ! et la réalité vivante nationale des SR après la campagne Burgos. Chaque fois qu'il y eut tentative de concilier les deux projets, il y eut liquidation de l'une ou l'autre structure et fatalement ce fut l'embryon de comité de lutte qui pâtit.

En effet, à partir du moment où un CL prend en charge une campagne SR il est contraint d'admettre dans ses rangs toute la faune spontex et redonner de fait un cadre de reconstitution à un courant de ce type, courant qu'il s'est évertué à laminier dans le cadre du comité de lutte. Comment après coup redélimiter le CL sans entraîner une scission du SR, scission stigmatisée comme sectaire par les spontex évidemment mais pas seulement par eux ? !

On ne peut jongler indéfiniment !

Il est possible que des CL aient préexisté au SR mais il est clair qu'ils ne pouvaient néanmoins empêcher que survivent des comités SR intervenant tous azimuts, animés par les maos ! A vouloir absolument nier cette contradiction, l'organisation n'a pas manqué d'osciller entre l'opportunisme et le sectarisme.

La seule solution transitoire eût été de favoriser prioritairement les CL, de « relativiser » au maximum le SR en faisant surgir comme pour l'affaire Guiot, des structures ad hoc, unitaires et conjoncturelles pouvant y compris servir de levier pour les CL. La seule solution est à terme évidemment la disparition du SR.

3) Les conditions internes pour construire notre organisation de masse

a) Le débat politique

La première condition pour que l'organisation assume de manière responsable notre projet, est évidemment le débat large dans l'organisation. Sur ce point il faut reconnaître que nous ne faisons que démarrer.

Les deux premières conférences étudiantes nationales, (avant le départ des minos), absolument non préparées, n'ont évidemment pas rempli cette fonction. C'est un fait que toute l'organisation dans tous les secteurs, à tous les niveaux, resta bloquée jusqu'à la conférence de décembre :